

Mozambique : Amnesty International dénonce les atrocités de la « guerre oubliée »

Par [Sophie Alary](#), le 12/1/2023 à 05h28

L'ONG Amnesty International a réagi ce jeudi 12 janvier à une vidéo devenue virale montrant des soldats brûler des cadavres dans la région de Cabo Delgado, dans le nord-est du Mozambique.



Amnesty International alerte sur les violences nombreuses contre les civils qui se produisent au Mozambique, dans la province de Cabo Delgado. L'ONG cite comme « dernière preuve en date des atrocités commises » une vidéo qui « donne un aperçu de ce qui se passe loin de l'attention des médias internationaux dans cette guerre oubliée », dans cette partie septentrionale du Mozambique où la force régionale de la Mission de la communauté de développement de l'Afrique australe au [Mozambique](#) (Samim) intervient depuis 2021 pour aider l'État à combattre des troupes djihadistes rebelles.

L'incident, qui apparaît sur cette vidéo virale, très partagée depuis mardi 10 janvier, aurait eu lieu en novembre 2022. On y voit des hommes en uniforme militaire jeter des cadavres dans un feu où au moins un autre corps brûlé déjà. L'un verse un liquide sur la dépouille. D'autres, dont au moins un membre de la Force de défense nationale sud-africaine (SANF), en train de regarder et de filmer l'évènement. La SANF reconnaît dans une déclaration publiée le 10 janvier la présence de certains de ses soldats, et une enquête régionale a été ouverte : « *Les coupables seront traduits en justice* », a déclaré l'armée sud-africaine.

La guérilla djihadiste menace depuis cinq ans le nord-est du Mozambique

Depuis 2017, la province de Cabo Delgado est le théâtre d'une insurrection islamiste d'un groupe qui se fait appeler localement « les chebabs » (« les jeunes » en arabe). La milice, affiliée à l'État islamique (EI), n'a pas de relation opérationnelle connue avec le groupe « les chebabs » en Somalie et recrute pour l'essentiel localement. Les attaques meurtrières, viols, décapitations, incendies, enlèvements, ainsi que les combats avec l'armée mozambicaine ont déjà provoqué plus de 6 000 morts, selon le décompte de l'ONG Armed Conflict Location and Even Data Project (Acled), ainsi que le déplacement de près d'un million de personnes.

Mozambique : une religieuse italienne assassinée dans une attaque djihadiste

La Samim, avec un millier de soldats rwandais mais aussi des [forces armées de plusieurs pays voisins d'Afrique australe](#), a permis l'année dernière au gouvernement mozambicain de récupérer des territoires. Mais les insurgés continuent de déstabiliser certaines poches de l'extrême nord-est du pays et s'étendent dans la province voisine de Niassa en Tanzanie, élargissant ainsi le risque de ralliement à d'autres réseaux de l'EI en Afrique de l'Est. Si l'aide internationale s'est éteinte ces derniers mois, la région de Cabo Delgado demeure difficilement accessible aux organisations humanitaires.

L'État mozambicain cherche à rassurer ses investisseurs

Depuis l'indépendance du pays, en 1975, le pouvoir est entre les mains du Front de libération du Mozambique (Frelimo), le parti politique dominant. Le conflit interne menace la stabilité nationale et le gouvernement s'emploie à rassurer ses investisseurs sur ses avancées dans la lutte contre les djihadistes. Ses gisements gaziers découverts en 2010 au large des côtes septentrionales sont aujourd'hui les quatrièmes les plus importants du monde derrière ceux du Qatar, de la Russie et de l'Iran. Ils ont déjà attiré plusieurs géants du secteur, parmi lesquels [TotalEnergies](#) et Exxon Mobil qui ont mis à l'arrêt le démarrage de leur production. La compagnie italienne ENI a effectué quant à elle sa première livraison de gaz naturel liquéfié à partir du champ gazier Coral, aux larges des côtes.

Mozambique : un humanitaire d'une ONG française tué dans l'embuscade d'un groupe arm

Le Mozambique a reçu en 2022 le soutien financier des États-Unis et de l'Union européenne, qui a débloqué en septembre 15 millions de dollars à la Samim. Le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell, s'est déplacé pour l'occasion dans le pays et a rappelé au gouvernement ses obligations à faire respecter les droits de l'homme dans sa lutte contre le terrorisme. Pour la première fois de son histoire, le Mozambique dispose depuis le 1er janvier d'un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Sophie Alary